



Etablissement Public Foncier d'Ile de France

Désignation de deux commissaires aux comptes et deux suppléants « remplaçants » responsables de la certification légale des comptes individuels et consolidés pour le compte de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Marché de prestations intellectuelles

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALE.....	4
ARTICLE I : OBJET DES MARCHES.....	4
ARTICLE II : NATURE DU MARCHÉ	4
ARTICLE III : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	5
3.1. Pièces particulières.....	5
3.2. Pièces générales	5
3.3. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	5
ARTICLE IV : DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE V : SOUS TRAITANCE.....	6
CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE VI : DEFINITION DES PRESTATIONS	8
6.1. Description du besoin :	8
6.2. Rapports de comptes.....	9
6.3. Conditions d'exécution des prestations.....	9
ARTICLE VII : MISSIONS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	9
ARTICLE VIII : AUTORITE ET MOYENS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	9
8.1. Moyens	9
8.2. Les obligations du Conseil d'Administration.....	10
8.3. Les obligations du Commissaire aux Comptes à l'égard du Conseil d'Administration.....	10
ARTICLE IX : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES	10
9.1. Information et moyens d'exécution	10
9.2. Obligation de discrétion et secret professionnel.....	11
ARTICLE X : RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	11
10.1. Généralités.....	11
10.2. Responsabilité relative à la conduite des prestations	11
10.3. Suppléance	12
10.4. Incompatibilité.....	12
10.5. Sanctions	12
ARTICLE XI : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	13
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT	14
ARTICLE XII : LE PRIX	14
12.1. Généralités.....	14
12.2. Révision des prix.....	14
ARTICLE XIII : REGIME FINANCIER	15
13.1. Avance – Option A CCAG-PI	15
13.2. Les acomptes	16
13.3. Modalités de règlement	16
13.4. Intérêts moratoires.....	17
13.5. Retenue de garantie	18
13.6. Monnaie de compte du marché	18
ARTICLE XIV : MODALITES D'EXECUTION ET PENALITES	18
14.1. Délai d'exécution des missions.....	18
14.2. Prolongation du délai d'intervention.....	18
14.3. Lieux d'intervention	18
14.4. Remise des livrables	18
14.5. Généralité.....	18
14.6. Pénalités pour retard :.....	19

14.7. Pénalités pour travail dissimilé :	19
CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES	20
ARTICLE XV : RESILIATION	20
ARTICLE XVI : ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	21
ARTICLE XVII : REGLEMENT DES LITIGES.....	21
ARTICLE XVIII : ASSURANCE	21
ARTICLE XIX : MODIFICATION DU MARCHE	21
ARTICLE XX : DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	22
19.1. Non validité partielle	22
19.2. Référence	22
19.3. Annexes au marché	22
19.4. Langue	22
19.5. Utilisation des résultats	22
ARTICLE XXI : RGPD	23
ARTICLE XXII : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PI	24

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALE

ARTICLE I : OBJET DES MARCHES

Cette consultation porte sur la certification légale des comptes individuels de l'EPFIF et consolidés du groupe (EPFIF et filiales) pour les exercices 2025 à 2030.

Le présent marché a pour objet la désignation de deux commissaires aux comptes titulaires et de deux suppléants « remplaçants » pour la certification légale des comptes individuels et consolidés des exercices 2025 à 2030 pour le compte de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France.

- Lot 1 « Certification légale des comptes individuels et consolidés 1 »
- Lot 2 « Certification légale des comptes individuels et consolidés 2 »

Les missions de ceux-ci, légalement définie par la loi 66-537 du 24 juillet 1966, articles L.823-9 et suivants du Code de commerce, sont présentées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le marché aura pour objet l'exécution des missions de contrôle légal et de certification des comptes en application des dispositions des articles L 821-1 à L 821-87, D 821-1 à D 821-200 et R 821-44 à R 821-230 du code de commerce, ainsi que l'exécution de missions connexes ou complémentaires à sa mission.

Le marché identifiera également les commissaires aux comptes suppléants chargés de remplacer le commissaire aux comptes titulaires en cas d'empêchement temporaire ou définitif de celui-ci et ce, si les commissaires aux comptes sont des personnes physiques ou des sociétés unipersonnelles conformément à l'article L821-40 du Code de Commerce.

Les prestations sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE II : NATURE DU MARCHE

Le marché est un marché de prestations intellectuelles soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document.

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, la consultation est divisée en 2 lots désignés ci-dessous :

- Lot 1 « Certification légale des comptes individuels et consolidés 1 »
- Lot 2 « Certification légale des comptes individuels et consolidés 2 ».

ARTICLE III : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

3.1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement ;
- Le Bordereau de Prix ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le mémoire technique (note équipe dédiée/méthodologie).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les exemplaires de l'acte d'engagement, des pièces financières (DPGF et BPU), du C.C.A.P, du C.C.T.P et du mémoire technique conservés dans les archives de l'Etablissement Public d'Ile de France font seul foi.

3.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles dans son option A (Arrêt du 30 mars 2021). Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes ;
- Le code de commerce ;
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Nota : Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence.

Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification.

3.3. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE IV : DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée maximale de 6 exercices comptables (2025 à 2030) à compter de la notification du marché au titulaire conformément à l'article L821-44 du code de commerce.

Les fonctions expirent après la délibération du Conseil d'Administration qui statue sur les comptes du sixième exercice. L'exécution de la prestation débutera dès réception par le titulaire de sa notification. Le planning d'intervention sera établi avec le titulaire du marché.

Date prévisionnelle de commencement du marché : Août 2025. Elle tient compte de la durée de la procédure. Cette date est donnée à titre indicatif et n'engage pas la responsabilité de l'EPFIF.

ARTICLE V : SOUS TRAITANCE

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Un nouveau formulaire de DC4 est applicable depuis le 1er janvier 2024 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE VI : DEFINITION DES PRESTATIONS

6.1. Description du besoin :

Le Commissaire aux comptes en charge du dossier assistera aux réunions du Conseil d'Administration de clôture des comptes annuels individuels et consolidés. Il présentera en séances son rapport sur les comptes annuels et consolidés de l'année N-1 ainsi que son rapport spécial le cas échéant.

Sa mission d'audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France consistera principalement en :

- L'expression d'une opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels ;
- La vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels du résultat, de la situation financière et du patrimoine de l'EPFIF.

et plus précisément à :

- Apprécier la régularité et la pertinence des méthodes comptables mise en œuvre et le caractère raisonnable des évaluations comptables,
- Analyser et détecter des anomalies significatives dans les comptes,
- Investiguer par sondages et déployer une approche d'audit pertinente,
- Indiquer les points à améliorer,
- Vérifier les ajustements demandés,
- Valider les comptes,
- Présenter ses rapports, conclusions et opinion au Conseil d'Administration.

Le présent marché consiste en la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant « remplaçants ».

Le commissaire aux comptes suppléant est appelé à remplacer le titulaire, notamment en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire a le droit de démissionner même pour convenances personnelles, mais non de manière intempestive ou pour se soustraire à l'exécution d'une obligation légale, dans des conditions génératrices de préjudice pour l'organisme.

Le commissaire aux comptes suppléant n'est considéré ni comme un cotraitant ni comme un sous-traitant du commissaire aux comptes. Il ne peut prétendre à aucune rémunération dans le cadre de sa mission de suppléant. En revanche, si le commissaire aux comptes suppléant remplace le titulaire, il se voit appliquer les termes et les conditions du présent marché, y compris pour ce qui concerne la rémunération.

De ce fait, le suppléant accepte les clauses du présent marché sans y apporter aucune modification. Les prestations, aussi bien quantitatif que qualitatif, demeurent identiques dans les conditions établies entre le titulaire et l'EPFIF.

6.2. Rapports de comptes

Le compte financier de l'Etablissement est arrêté lors du Conseil d'Administration qui doit se tenir au plus tard le 15 mars N+1.

Le titulaire devra remettre le rapport sur les comptes au plus tard la veille de la séance du Conseil d'Administration devant adopter le compte financier.

6.3. Conditions d'exécution des prestations

Les missions devront être exercées dans le respect des règles applicables à cette profession et notamment :

- ⇒ Stricte impartialité,
- ⇒ Indépendance,
- ⇒ Secret professionnel,
- ⇒ Interdiction de s'immiscer dans la gestion de l'établissement.

ARTICLE VII : MISSIONS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Justifiant de leurs appréciations, le commissaire aux comptes **certifie que les comptes annuels sont réguliers et sincères** et donne une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'EPFIF à la fin de l'exercice et ce conformément aux dispositions du code du Commerce (article L 821-54).

Il a **pour mission permanente** à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, **de vérifier les valeurs, et les documents comptables de l'office et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.**

Il vérifie également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels (annexe de l'agent comptable et tableaux financiers).

Il a un rôle de conseil et d'audit.

ARTICLE VIII : AUTORITE ET MOYENS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

8.1. Moyens

A toute époque de l'année, le commissaire aux comptes opère toute vérification et tout contrôle qu'il juge opportun et peut se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'il estime utile à l'exercice de sa mission et notamment tous contrats, livres documents comptables et registre de procès-verbaux.

Il peut également recueillir toutes informations utiles à l'exercice de sa mission auprès des tiers qui ont accompli des opérations pour le compte de l'office.

Le secret professionnel ne peut pas être opposé au commissaire aux comptes.

8.2. Les obligations du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration est tenu de convoquer le commissaire aux comptes à toutes les réunions destinées à l'examen des comptes annuels ou intermédiaires et aux réunions programmées pour arrêter les comptes annuels ou intermédiaires.

Il est tenu également d'informer le commissaire aux comptes de la tenue de toute réunion du conseil d'administration.

8.3. Les obligations du Commissaire aux Comptes à l'égard du Conseil d'Administration

Le commissaire aux comptes porte à la connaissance du Conseil d'Administration :

- les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et les différents sondages auxquels ils se sont livrés,
- les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications leur paraissent devoir être apportées en faisant toutes observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents,
- les irrégularités et les inexactitudes qu'il aurait découverte,
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications susmentionnées sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du précédent exercice.

ARTICLE IX : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

9.1. Information et moyens d'exécution

L'EPPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le commissaire aux comptes exercera sa mission en étroite collaboration avec le service comptabilité de l'Etablissement public. Ainsi, il pourra se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'il estimera utiles.

En cas de recours à des experts, le commissaire aux comptes le fait figurer dans sa lettre de mission en application des dispositions prévues à la norme d'exercice professionnel relative à la lettre de mission.

Si les commissaires aux comptes estiment avoir besoin d'experts pour exécuter leur mission légale, leur coût entre dans le montant des honoraires des commissaires aux comptes. Ces

experts restent sous la responsabilité des commissaires aux comptes pour lesquels ils interviennent.

En application des dispositions de l'article L 821-60 du code de commerce, les commissaires aux comptes faisant appel à des experts doivent les faire connaître nommément à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France.

9.2. Obligation de discrétion et secret professionnel

Le titulaire du présent marché s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché et de son exécution.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

ARTICLE X : RESPONSABILITES DU TITULAIRE

10.1. Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

10.2. Reponsabilité relative à la conduite des prestations

Les prestations devront être réalisées par la **personne physique titulaire** désignée dans l'acte d'engagement. L'équipe affectée à l'étude devra être constituée d'au moins un commissaire aux comptes confirmé. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur.

Ainsi, les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation du présent marché sont ceux qui ont été présentés et identifiés par le titulaire dans sa proposition (avec curriculum vitae).

ec curriculum vitae).

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'est plus en mesure d'assurer les missions prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir l'EPF Ile-de-France, dès que possible.

Le titulaire est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire. Il transmet alors le CV de ce remplaçant, par lettre recommandée avec avis de réception postal. Le silence de l'EPFIF dans un délai de 5 jours ouvrés vaut acceptation du remplaçant. Dans le cas contraire, l'EPF Ile-de-France adressera un courrier au prestataire lui signalisant son refus. Le prestataire devra alors présenter un autre intervenant.

e, l'EPF Ile-de-France adressera un courrier au prestataire lui signalisant son refus. Le prestataire devra alors présenter un autre intervenant.

10.3. Suppléance

Sera également désigné dans l'acte d'engagement un commissaire aux comptes suppléant. En effet, le commissaire aux comptes suppléant pourra être appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission, ou de décès du commissaire aux comptes titulaire.

Les fonctions du commissaire suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat qui lui est confié *sauf*, si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après le prochain Conseil d'Administration qui approuve les comptes.

Si ni le titulaire, ni le suppléant ne peuvent assurer la conduite des prestations, ou si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, ils doivent en aviser immédiatement la personne responsable du marché. Le marché sera alors résilié.

10.4. Incompatibilité

Conformément aux dispositions de l'article L 821-27 et suivants du Code du Commerce, les fonctions de commissaires aux comptes sont notamment incompatibles avec :

- Toute activité ou tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance
- Tout emploi salarié hormis les exceptions définies à l'article susmentionnées
- Toute activité commerciale

10.5. Sanctions

En cas de violation par le titulaire ou l'un de ses collaborateurs ou associés, un remplaçant, des obligations mentionnées ci-dessus, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au présent document.

ARTICLE XI : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Il est demandé au titulaire de mettre en place les mesures suivantes :

- Optimisation dans la mesure du possible du poids des documents produits et de **privilégier l'usage de serveurs partagés** via un « cloud » ou par un service de transferts de fichiers type « WeTransfer » plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails
- Adoption de **pratiques écologiques** : **compresser** les documents avant envoi, **éteindre** les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, **impression responsable** : encre végétale, privilégier le noir et blanc, éviter les aplats de couleur inutiles ; pour **l'envoi de courriers** : recours à des produits de papèterie et du papier labellisé et/ou comprenant des fibres recyclées (Ecolabel Européen, Ange bleu, PEFC, FSC ou équivalent) ;
- **Pour se déplacer** : le titulaire est invité à **privilégier les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun** (clause incitative). Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus. L'utilisation de véhicule à faible émission ou relevant de la vignette Crit'Air1 n'est pas imposée.

CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE XII : LE PRIX

12.1. Généralités

Les prix sont établis hors TVA et toutes taxes comprises et en euros. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges pour demander une demande de supplément.

Les prix indiqués par le titulaire à l'acte d'engagement devront comprendre l'ensemble des prestations décrites au C.C.T.P. Aucuns frais supplémentaires ne pourront être demandés à l'EPFIF.

Ne sont cependant pas couverts par le prix, les frais de déplacement et de séjour engagés par le commissaire aux comptes dans l'exercice de ses fonctions. Conformément aux dispositions de l'article R 823-15, ces frais sont remboursés par le pouvoir adjudicateur sur présentation de justificatifs.

Chaque marché fait l'objet d'un marché mixte :

- Partie traitée à prix forfaitaire : Montant annuel forfaitaire pour les missions de commissaires aux comptes et de suppléants « remplaçants » responsables de la certification légale des comptes sociaux de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France pour les exercices 2025 à 2030 et des comptes consolidés du groupe EPFIF pour les mêmes exercices.
- Partie traitée à prix unitaire : Intégration d'une filiale supplémentaire et prestations supplémentaires

Cette partie permettra de rémunérer le prestataire pour l'intégration des comptes d'une 5ème filiale ou plus.

Cette partie sera passée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes, dont les seuils sont les suivants, conformément à l'article R2162-4 du CCP. Les montants sont déclinés comme suit :

- Seuil minimum : Sans minimum
- Seuil maximum : 30 000 € H.T.

12.2. Révision des prix

Le prix est révisable annuellement, pour chaque nouvel exercice, en appliquant la formule suivante :

$$P_n = P_o \times [0,125 + 0,875 \times (SYNT/SYNT_o)]$$

Pn = prix révisé pour l'année n,

Po = prix d'origine établis aux conditions économiques du mois « 0 », soit le mois d'avril 2025,

SYNT = valeur de l'indice SYNTEC du mois d'avril du nouvel exercice du marché,

SYNT₀ = valeur de l'indice SYNTEC au mois « 0 », soit le mois d'avril 2025.

ARTICLE XIII : REGIME FINANCIER

13.1. Avance – Option A CCAG-PI

Une avance pourra être accordée au titulaire **s'il rentre dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.**

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra stipuler sa renonciation sur l'acte d'engagement ou en informer le pouvoir adjudicateur par courrier au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le Code de la commande publique.

Cette avance sera calculée et remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Modalités de remboursement

En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du bon de commande.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursé par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1^{er} remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du marché. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.
- Le 2nd remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

13.2. Les acomptes

Après achèvement total ou partiel de chaque prestation, les sommes dues en exécution du présent marché feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans le bordereau de prix. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonctions des avances, pénalités et autres.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

13.3. Modalités de règlement

Le paiement s'effectue après service fait et jugé conforme.

Le montant des sommes dues au titulaire est établi sur la base des factures afférentes appréciées au regard des prix unitaires mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires et repris au bon de commande.

La demande de paiement prend la forme de la présentation d'une facture électronique.

Cette facture électronique doit, sous peine de rejet, être conforme à la norme de facturation électronique mentionnée à l'article D. 2192-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- La référence du marché, le cas échéant, la référence du bon de commande ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Les prix unitaires des prestations réalisées ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Conformément à l'article L. 2192-1, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, dès réception de la décision d'admission ou de la survenance du terme pour la présentation des demandes d'acompte, une demande de paiement (facture) sous forme électronique via le portail public de facturation (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPIF n° 49512000800026 et renseigner le code service AC ainsi que le numéro de marché et/ou bon de commande ou d'engagement.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission conformément à l'article R. 2192-3 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître, les réfections imposées, etc.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de dix **(10) jours ouvrés** à compter de la notification de la facture arrêtée par le pouvoir adjudicateur pour soumettre ses observations à ce dernier.

En l'absence de réponse de sa part dans le délai susmentionné, la facture arrêtée par le pouvoir adjudicateur sera considérée comme étant acceptée par le titulaire.

Le paiement fait l'objet d'un virement « SEPA » effectué sur :

- Le compte du titulaire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné sur le RIB joint à l'Acte d'Engagement ;
- Ou, le cas échéant, sur le compte du mandataire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné au RIB joint à l'Acte d'Engagement.
- Ou, le cas échéant, sur les comptes mentionnés à l'Acte d'Engagement pour chaque cotraitant ou sur les comptes mentionnés aux RIB joints à l'Acte d'Engagement.

Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations conformément aux articles R 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

13.4. Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article R. 2192-31, les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euro.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

13.5. Retenue de garantie

Le marché ne comporte pas de clause de retenue de garantie.

13.6. Monnaie de compte du marché

L'euro est la monnaie de compte du marché.

ARTICLE XIV : MODALITES D'EXECUTION ET PENALITES

14.1. Délai d'exécution des missions

Les délais d'exécution des missions sont fixés dans le C.C.T.P.

14.2. Prolongation du délai d'intervention

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt la personne responsable du marché afin que les mesures à prendre pour remédier à cette situation temporaire soient examinées d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

14.3. Lieux d'intervention

Les interventions seront réalisées dans les locaux du prestataire, dans les locaux de l'EPFIF et en tous lieux nécessitant la réalisation des missions.

14.4. Remise des livrables

Les livrables seront remis au pouvoir adjudicateur dans les délais, formes et exemplaires prévus au CCTP.

14.5. Généralité

Les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire. Les pénalités sont appliquées au premier euro.

14.6. Pénalités pour retard :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré (non-respect du calendrier d'exécution des missions, retard dans la présentation des résultats, retard dans la remise des livrables,).

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

14.7. Pénalités pour travail dissimilé :

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10% du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES

ARTICLE XV : RESILIATION

Résiliation pour faute :

En complément des dispositions prévues aux articles 36 et suivants du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquements répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

Nota : la liste n'est pas limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Conformément à l'article L. 2195-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE XVI : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 20 du CCAP-PI, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques, éléments de missions, tel qu'elles seront définies dans chaque bon de commande.

ARTICLE XVII : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, conformément aux articles R.2397-1 et suivants du Code de la commande publique, soumis à l'avis du médiateur des entreprises ou à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

ARTICLE XVIII : ASSURANCE

Il est prévu dans un délai de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE XIX : MODIFICATION DU MARCHE

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- 1) Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :
 - Soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;
 - Présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- 2) Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- 3) Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

ARTICLE XX : DISPOSITIONS PARTICULIERES

19.1. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

19.2. Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'EPIF, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

19.3. Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

19.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

19.5. Utilisation des résultats

Il est fait application du C.C.A.G.-P.I. En complément, il est précisé que le titulaire cède à l'établissement public foncier d'Ile-de-France ses droits de propriété intellectuelle sur les études réalisées dans le cadre du présent marché. Les droits cédés comprennent :

- le droit de reproduire, représenter et adapter sous forme d'édition écrite (journaux, plaquettes, affiches et autres formes d'édition promotionnelle du projet), électronique (Internet, CD-ROM, CD-I, CD-photo, DVD et par tout autre procédé analogue ou à venir), audiovisuel (ondes, câbles, satellites, vidéo et tout support et en tout format connu et à venir).
- le droit de communiquer les représentations, reproductions et adaptations visées ci-dessus à qui que ce soit, par tous moyens.

L'établissement public foncier d'Ile-de-France acquiert la qualité d'ayant droit pour l'exercice des droits cédés qu'elle utilisera, notamment en passant tous contrats de cession, mandat ou d'autorisation de reproduction, de représentation et diffusion par quelque méthode que ce soit, dès lors qu'il sera utile à l'exploitation des droits cédés.

ARTICLE XXI : RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des marchés dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des marchés ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents marchés ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé déléguée à la protection des données (DPD) Mme Ségolène de Bretagne, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présents marchés :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences « du règlement européen sur la protection des données ». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.
- A l'échéance des marchés, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement

ARTICLE XXII : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PI

Toutes les dispositions du C.C.A.G. PI s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G. P.I.
Pénalités	Art. 14	Art. 14
Résiliation pour motif d'intérêt général	Art. 15	Art. 40

Lu et approuvé par le Titulaire :